



**Universités & Ecoles à
consulter pour la ren-
trée 2016-2017.** P.16



**Compte rendu du conseil
des ministres du mercredi
7 septembre 2016** P.6

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°142 du vendredi 09 septembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Jobs Campus. P.11

SOCIETE

Grève du SYNATIC à Gaoua

Les agents déterminés à aller jusqu'au bout

Région du Sud- Ouest



Vue d'une partie des agents de la RTB2/Gaoua en grève le 7 septembre 2016)

BANDE ANNONCE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Grève du SYNATIC à Gaoua

Les agents déterminés à aller jusqu'au bout

Région du Sud Ouest

Les agents de la RTB2/Gaoua et de Sidwaya ont observé une grève de vingt et quatre (24) heures à compter du mercredi 7 septembre 2016 à 00 heures. Cette grève entre dans le cadre de leurs revendications après le sit-in du 31 août 2016.

Les hommes et femmes des médias notamment la RTB2/

le mot d'ordre de grève de leur syndicat, le SYNATIC en observant une grève de vingt et quatre (24) heures le mercredi 7 septembre 2016. Les agents se sont vus galvanisés dans leur lutte par la venue de deux camarades de l'(UAS) l'Union d'Action Syndicale /CGTB_Gaoua et du SYN.SHA les soutenir. Il s'agit des camarades Badesser Dabiré

Pour Badesser Dabiré, les agents de la RTB2/Gaoua sont en grève et étant un des responsables régional de l'UAS/CGTB, il était de son devoir et des autres, de passer apporter leurs soutiens. C'est un soutien ferme parce que la lutte des agents de la RTB est justifiée a-t-il ajouté. Etant un auditeur fidèle de la RTB2/Gaoua, à une certaine heure de



Vue d'une partie des agents de la RTB2/Gaoua en grève le 7 septembre 2016)

Gaoua et de Sidwaya ont respecté

et de Awoué Goumgningou.

la nuit du mardi 6 au mercredi

La suite à la page 4.

La suite de la page 3.

7 septembre 2016, il dit ne pas senti la radio parler.

Il dit être surpris du fait que rien ne passait à la radio même la musique n'était plus au rendez-vous. C'était un silence radio comme on a coutume de le dire. Ce qui l'obligea vers six(6) heures du matin à capter une radio privée du nom de radio Argouta basée à Dissin dans la province du Ioba pour pouvoir suivre quelques informations. Il a demandé aux agents de rester mobilisés et soudés autour de la plateforme.

Karim Djanda Secrétaire Général de la section SYNATIC du Sud-Ouest pense que la visite des deux responsables syndicaux vient prouver que la lutte que ces hommes des médias publics mènent est juste et les va droit au cœur.

Pour lui ces différentes revendications une fois ayant été obtenues vont aider tout le monde

même les premiers responsables du département a-t-il indiqué.

Il a ajouté en disant que depuis minuit tout est coupé au niveau des antennes de la RTB2/Gaoua et de Diébougou où se trouve l'antenne relai. En d'autres termes rien ne fonctionne pour ce qui est des médias publics au niveau de la région du Sud-Ouest a-t-il laissé entendre.

Avec un ton ferme, Karim Djanda pense que les premières autorités du département de la communication n'ont pas pris le problème au sérieux du moment que sept jours après le sit-in, le ministre n'a pas mesurer l'ampleur du problème donc n'a pas **chercher** à rencontrer les responsables du SYNATIC pour leur proposer un plan de sortie de crise. Pour lui, le ministre Dandjinou a passé son temps à berner le peuple dans les médias. De l'étape du sit-in à l'étape de la grève les agents de la RTB de cette localité ont tous montré leur

détermination à aller jusqu'au bout de leur lutte.

En terme de taux, il est estimé à 100% a dit Karim Djanda. Pour preuve les cinq(5) chefs de service que compte la RTB2/Gaoua ont observé le sit-in et la grève a-t-il martelé. Disons que cette grève a privé des auditeurs des provinces du Noumbiel, de la Bougouriba, du Ioba, du Poni, de Doropo en République de Côte-d'Ivoire et de Lawra du côté du Ghana d'informations pendant vingt et quatre(24) heures.

Il appartient au gouvernement de créer un cadre de concertation pour trouver des solutions aux revendications des hommes et femmes des médias publics voire aussi du privé pour le bonheur des populations du Burkina.

**Kissogo Abdoul Karim
Ouattara pour SCInfo**



Région du Sud-Ouest

Cadre de Concertation des Communes de la Bougouriba

Nouvelle équipe, Nouveau Dynamisme

Les maires des communes de la Bougouriba se sont réunis à Bondigi, localité située à trente kilomètres de Diébougou, le 1er août 2016 pour échanger autour du thème : Etat de l'approvisionnement en eau potable et assainissement dans la Bougouriba, perspectives. Cette rencontre s'est déroulée dans la salle de réunion de la mairie en présence de tous les maires de la Bougouriba, des secrétaires généraux des communes, des points focaux chargés de l'eau et de l'assainissement et des invités.

Selon le Coordonnateur des maires, Monsieur Alphonse Somda, l'initiative de ce cadre témoigne d'une volonté commune des élus de faire face aux défis du développement.

Le thème de la rencontre a été développé par l'équipe de la Direction Régionale de l'eau et de l'Assainissement du Sud-Ouest (DREA) conduite par Monsieur Cyprien Tizambo, Directeur Régional.

L'équipe de la Direction Régionale de l'eau et de l'assainissement a éclairé tous les participants sur le thème de ce cadre de concertation.

Un plan d'exposé a été établi comme suit :

1-Présentation de la Direction



Le presidium avec le coordonnateur des maires de la bougouriba ,

Régionale (organisation, mission, attribution, ressources humaines, matériel, finances et domaines d'activité.

2-Ciblage des zones d'intervention.

3-Dispositif de suivi – évaluation.

4-Bilan des interventions de la DREA dans la Bougouriba.

5-Enfin les perspectives.

Monsieur Cyprien Tizambo, Directeur Régional du sud-ouest a éclairé les participants sur le premier point. Dans son exposé, il a mis l'accent sur les missions, attributions et domaines d'activités de la Direction régionale de l'eau

et de l'assainissement. Pour lui, malgré l'insuffisance de ressource humaine, cette direction ne ménage aucun effort pour satisfaire les demandes des usagers. Aussi, elle organise chaque année un atelier d'information au profit des responsables des mairies de la région. Au moins deux rencontres pour les secrétaires généraux et les points focaux chargés de l'eau et de l'assainissement dans le but de renforcer leurs connaissances sur ce domaine, recenser les difficultés et dégager les solutions et les perspectives d'amélioration.

La deuxième communication

La suite à la page 6.



La suite de la page 5.

faite par Traoré Baki a été focalisée sur l'approvisionnement en eau potable (AEP) et l'assainissement.

Mr Traoré a fait ressortir les taux d'accès de chaque commune. Parmi les cinq communes, Bondigui a le plus faible taux, soit 56,6% comparativement à la commune de Tiankoura qui a 88,7%. Il s'est attardé sur les méthodes de programmation maîtrisées des interventions (l'identification, les propositions, la sensibilisation, la mobilisation des contributions). L'arbitrage au niveau des partenaires avec l'implication de la DREA sont

d'ouvrage d'assainissement familial et surtout la manifestation du besoin d'en disposer.

Le point sur le suivi-évaluation a été exposé par Traoré Aziz de l'équipe de la DREA qui a mis l'accent sur le but de ce système. Selon Traoré Aziz, cela permet de mesurer périodiquement l'atteinte des résultats du programme national d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement (PN-AEPA). Deux fiches de collecte ont été conçues à cet effet, il s'agit de la fiche de collecte sur les ouvrages d'AEPA et la fiche de collecte auprès des acteurs.

Quant au bilan des interventions

l'atteinte des objectifs du développement, le programme national d'assainissement des eaux usées et excréta d'eau potable à l'horizon 2030. La problématique de l'eau et d'assainissement est cruciale.

A l'issue de cette communication d'une importance certaine, ce fut le tour du Projet Intégré de lutte contre la Malnutrition conduit par l'Italien Cristiana Bassanini dont le siège est à Dano dans le Ioda d'entretenir les participants sur le bien-fondé de ce projet. Selon le coordonnateur, Monsieur Cristiana, le projet vient améliorer l'alimentation des enfants de zéro à cinquante-neuf mois et palier la malnutrition et les maladies hydriques. La culture maraichère avec les plantes locales va être la priorité du projet. L'écoulement de cette culture vers les bénéficiaires dans les marchés et à moindre coût est l'objectif du projet a conclu Bassanini Cristiana.

Aux termes des différentes présentations, Monsieur Alphonse Somda, Coordonnateur des maires de la commune de Diébougou a remercié tous les participants et surtout les ONG et projets qui les accompagnent pour le développement de la Bougouriba avant de prendre rendez-vous pour le 29 Septembre 2016 à Diébougou, date prévue pour le prochain cadre de concertation sur d'autres thèmes.

Frederick Pooda pour SCI



Les participants à la rencontre des maires

entre autres les points évoqués par Traoré Baki du DREA Sud-Ouest. Sur la situation de l'assainissement, l'état des lieux du Sud-Ouest a été fait. Il en ressort que l'accès à la réalisation des infrastructures d'assainissement passe par l'engagement des autorités de la commune et du village. Le choix des ménages bénéficiaires est conditionné par l'absence

de la DREA dans la Bougouriba, Monsieur David Somé a fait ressortir le nombre de forages (5) réalisés de 2013 à 2016 dans toutes les communes de la province.

Concernant les perspectives, le Directeur Régional Cyprien Tizambo a informé les participants sur l'élaboration et l'opérationnalisation de nouveaux programmes pour



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Compte rendu du CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 07 SEPTEMBRE 2016

Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le mercredi 07 septembre 2016, en séance ordinaire, de 09 H 00 mn à 12 H 00 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres. Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu des communications orales procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION ET DES BURKINABE DE L'EXTERIEUR

Le Conseil a examiné un projet de loi portant autorisation de ratification du Règlement des télécommunications internationales (RTI).

Le règlement des télécommunications internationales a été révisé et adopté lors de la Conférence mondiale des télécommunications internationales, tenue à Dubaï, aux Emirats Arabes Unis, du 03 au 14 décembre 2012. Ce projet de loi vise à assurer à l'échelle internationale, l'interconnexion et l'interopérabilité

des services de télécommunications.



Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

Le Conseil a adopté un décret portant création d'emploi de Maître assistant à l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO.

L'adoption de ce décret permet la création d'un emploi de Maître assistant en microbiologie à l'Unité de formation et de recherche en sciences de la vie et de la terre (UFR-SVT).

I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE LA CULTURE, DES ARTS ET DU TOURISME

Le Conseil a examiné un projet de loi et adopté un décret.

Le projet de loi porte décoration artistique des constructions publiques et des bâtiments recevant du public au Burkina Faso.

Ce projet de loi dite « 1% artistique » vise la mise en place d'un cadre juridique approprié créant l'obligation de décoration des bâtiments publics et des bâtiments recevant du public par des œuvres d'artistes burkinabè ou vivant au Burkina Faso.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

Le décret porte relecture des statuts du Musée national du Burkina Faso.

Les nouveaux statuts du Musée national du Burkina Faso consacrent la création de nouvelles directions et services et des aménagements de la composition du Conseil d'administration.

L'adoption de ce décret permet de doter le Musée national du Bur-



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION ET DES BURKINABE DE L'EXTERIEUR

Le Conseil a examiné un projet de loi portant autorisation de ratification du Règlement des télécommunications internationales (RTI).

Le règlement des télécommunications internationales a été révisé et adopté lors de la Conférence mondiale des télécommunications internationales, tenue à Dubaï, aux Emirats Arabes Unis, du 03 au 14 décembre 2012.

Ce projet de loi vise à assurer à l'échelle internationale, l'interconnexion et l'interopérabilité des services de télécommunications.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

Le Conseil a adopté un décret portant création d'emploi de Maître assistant à l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO.

L'adoption de ce décret permet la création d'un emploi de Maître assistant en microbiologie à l'Unité de formation et de recherche en sciences de la vie et de la terre (UFR-SVT).

I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE LA CULTURE, DES ARTS ET DU TOURISME

Le Conseil a examiné un projet de loi et adopté un décret.

Le projet de loi porte décoration artistique des constructions publiques et des bâtiments recevant du public au Burkina Faso.

Ce projet de loi dite « 1% artistique » vise la mise en place d'un cadre juridique approprié créant l'obligation de décoration des bâtiments publics et des bâtiments recevant du public par des œuvres d'artistes burkinabè ou vivant au Burkina Faso.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

Le décret porte relecture des sta-

tuts du Musée national du Burkina Faso.

Les nouveaux statuts du Musée national du Burkina Faso consacrent la création de nouvelles directions et services et des aménagements de la composition du Conseil d'administration.

L'adoption de ce décret permet de doter le Musée national du Burkina Faso de mécanismes lui permettant d'accomplir efficacement ses missions.

II. COMMUNICATIONS ORALES

II.1. Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des burkinabè de l'extérieur a fait au Conseil une communication relative au programme des obsèques de Son Excellence Monsieur Amidou TOURE, Ministre plénipotentiaire, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Burkina Faso en République Fédérale démocratique d'Ethiopie et Représentant permanent auprès de l'Union africaine et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, décédé le 31 août 2016 à Addis-Abeba, en Ethiopie.

Le programme des obsèques se déroule ainsi qu'il suit :

- Vendredi 09 septembre 2016 à 12h 30mn : arrivée de la dépouille à l'aéroport international de Ouagadougou ;

- Vendredi 09 septembre 2016 à 13 h 15 mn : Hommage au défunt au ministère des affaires étrangères de la coopération et des burkinabè de l'extérieur en présence de Son Excellence Monsieur le Président du Faso, Président du Conseil des ministres ;

- Samedi 10 septembre 2016 à 10 h 00 : inhumation au cimetière municipal de Gounghin.

II.2. Le ministre des Sports et des loisirs a fait au Conseil une communication relative à la qualification des Etalons à la coupe d'Afrique des nations CAN 2017 au Gabon.

Le Conseil adresse ses vives félicitations aux joueurs, au staff technique et à la Fédération burkinabè de football, pour la brillante qualification de l'équipe nationale de

football à la CAN 2017 au Gabon. Il remercie en outre, tous les supporters venus des provinces et de la diaspora pour leur mobilisation.

Le Conseil réitère ses encouragements aux Etalons pour les phases finales prévues au Gabon.

III. NOMINATIONS

II.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

A. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

- Monsieur Mathieu BASSOLE, Mle 57 164 W, Inspecteur du trésor, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur de l'administration des finances de l'Ecole nationale de la garde de sécurité pénitentiaire.

B. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

- Madame Hagretou SAWADOGO/LINGANI, Mle 04 65 43 U, Maître de recherche, catégorie P, 1er échelon, est nommée Directrice de l'Institut de recherche en sciences appliquées et technologies (IRSAT/CNRST).

C. AU TITRE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES

- Monsieur Sibirou MOUKIAN, Mle 11 155 U, Ingénieur agronome, 1ère classe, 14ème échelon, est nommé Conseiller technique ;

- Monsieur Amos KIENOU, Mle 37 37 125 W, Statisticien économiste, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur général des études et des statistiques sectorielles ;

- Monsieur Lassina PARE, Mle 93 782 D, Ingénieur statisticien économiste, 1er grade, 5ème échelon, est nommé Directeur des statistiques sectorielles ;

- Monsieur Souleymane PARE, Mle 91 968 D, Conseiller des affaires économiques, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur de la coordination des projets et programmes ;

- Monsieur Oula Damien OUATTARA, Mle 254 841 M, Ingénieur du développement rural, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;

- Monsieur Yves Gérard BAZIE, Mle 117 520 F, Ingénieur Statisticien économiste, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur de la prospective et de la planification opérationnelle ;

- Monsieur Adama TOURE, Mle 91 970 R, Conseiller des affaires économiques, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur de la formulation des politiques ;

- Monsieur Wendpangndé Ousmane KABORE, Mle 207 972 L, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur des écoles et centres de formation professionnelle ;

- Monsieur Blaise YODA, Mle 104 514 A, Ingénieur agronome, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur de la législation, de la réglementation et de la sécurisation foncière ;

- Monsieur Christophe KIEMTORE, Mle 17 129 D, Conseiller d'agriculture, 1ère classe, 9ème échelon, est nommé Directeur de l'organisation des producteurs et de l'appui aux institutions rurales ;

- Monsieur Baoudasom Victor Charles Adolphe ZANGRE, Mle 57 442 Y, Ingénieur agronome, 1ère classe, 7ème échelon, est nommé Directeur des aménagements hydrauliques ;

- Monsieur Donkora KAMBOU, Mle 83 980 E, Ingénieur agronome, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Directeur de la récupération et de la conservation des terres agricoles ;

- Monsieur Frédéric DABIRE, Mle 57 452 J, Ingénieur agronome, 1ère classe, 7ème échelon, est nommé Directeur du développement de l'irrigation ;

- Monsieur Wendné Victor BONOGO, Mle 270 952 W, Ingénieur du développement rural, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Chef de département de la planification du suivi et de l'évaluation au Secrétariat exécutif du Conseil

national de sécurité alimentaire (SE-CNSA) ;

- Monsieur Sekeyoba Léopold NANEMA, Mle 33 907 U, Ingénieur d'agriculture, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Chef de département de la gouvernance institutionnelle au Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire (SE-CNSA) ;

- Madame Nicole PALE, Mle 16 080 M, Ingénieur agroalimentaire, 1ère classe, 11ème échelon, est nommée Chef de département de la résilience et de l'assistance alimentaire au Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire (SE-CNSA) ;

- Madame Ouou COULIBALY/OUATTARA, Mle 216 893 C, Nutritionniste, 1ère classe, 2ème échelon, est nommée Chef de département de la qualité, de l'alimentation et de la nutrition préventive au Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire (SE-CNSA).

D. AU TITRE DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DES POSTES

- Monsieur Ahmed Abdourahim FORGO, Mle 116 599 F, Ingénieur informaticien, 1ère catégorie, 4ème échelon, est nommé Directeur général du développement de l'industrie numérique ;

- Madame Corotimi Abiba NIYA/OUEDRAOGO, Mle 33 25, Conseiller en gestion des ressources humaines, 1ère catégorie, 4ème échelon, est nommée Directrice des ressources humaines ;

- Madame Maïmouna Lydia OUEDRAOGO/SENEME, Mle 94 574, Informaticienne, 2ème catégorie, 6ème échelon, est nommée Directrice de la réglementation, de la normalisation et de la dématérialisation des procédures.

1. E. AU TITRE DU MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

- Monsieur Boudian Alexandre THIOMBIANO, Mle 271 386 X, Enseignant-chercheur, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Chargé de missions ;

- Monsieur Wenne-Goundi Placide ROUAMBA, Mle 241 754 M, Assistant, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Chargé de missions.

III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

A. AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION

Le Conseil a adopté huit (08) décrets.

Le premier porte nomination d'Administrateurs au Conseil d'administration de l'Ecole nationale des enseignants du primaire (ENEP) de Dori pour un dernier mandat de trois (03) ans.

Au titre du ministère de l'Education nationale et de l'alphabétisation :

- Monsieur Ibrahima SANON, Mle 43 294 C, Professeur certifié des lycées et collèges.

Au titre du ministère de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale :

- Monsieur Seydou SANOU, Mle 57 925 F, Inspecteur du travail.

Le deuxième porte nomination d'Administrateurs au Conseil d'administration de l'Ecole nationale des enseignants du primaire (ENEP) de Dori pour un premier mandat de trois (03) ans.

Au titre du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation :

- Monsieur Boukaré SAWADOGO, Mle 40 996 T, Ingénieur agroéconomiste.

Au titre du ministère de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelle :

- Monsieur Sibiri Claude KABORE, Mle 211 771 H, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente.

Au titre du ministère de l'Economie, des finances et du développement :

- Monsieur Jacques KABORE, Mle 51 204 W, Inspecteur du Trésor.

Au titre des représentants des travailleurs du secteur de

l'éducation de base :

- **Monsieur Yirbetersan Séraphin Marie Constant SOME**, Mle 45 681 R, Instituteur principal.

Au titre des représentants du personnel de l'établissement :

- **Monsieur Yir-Ar Jean Eudes HIEN**, Mle 208 176 M, Administrateur de sport.

Le troisième nomme **Monsieur Ibrahima SANON**, Mle 43 294 C, Professeur certifié des lycées et collèges, Président du Conseil d'administration de l'Ecole nationale des enseignants du primaire (ENEP) de Dori.

Le quatrième porte nomination d'Administrateurs au Conseil d'administration du Centre national des manuels et fournitures scolaires (CENAMAFS) pour un dernier mandat de trois (03) ans.

Au titre du ministère de l'Education nationale et de l'alphabétisation :

- **Monsieur Douniwangda Henri OUEDRAOGO**, Mle 18 306 K, Conseiller d'administration scolaire et universitaire.

Au titre du ministère du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat

- **Monsieur Alassane OUEDRAOGO**, Mle 111 319 H, Conseiller des affaires économiques.

Au titre du ministère de la Culture, des arts et du tourisme :

- **Madame Henriette Philomène NIKIEMA/NANA**, Mle 17 496 T, Enseignante.

Au titre du Bureau burkinabè du droit d'auteur :

- **Madame Chantal FORGO**, Mle 29 10 12 69, Juriste.

Au titre de l'Association des éditeurs du Burkina :

- **Monsieur Jean-Baptiste SEDOGO**, Mle 21 853 S, Professeur certifié des lycées et collèges.

Le cinquième porte nomination d'Administrateurs au Conseil d'administration du Centre national des manuels et fournitures scolaires (CENAMAFS) pour un premier mandat de trois (03) ans.

Au titre du ministère de l'Education

nationale et de l'alphabétisation :

- **Madame Minata OUEDRAOGO**, Mle 18 472 J, Inspecteur de l'enseignement secondaire.

Au titre du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation :

- **Madame Bintou SESSOUMA**, Mle 59 240 P, Maître de Conférences.

Le sixième nomme **Madame Minata OUEDRAOGO**, Mle 18 472 J, Inspecteur de l'enseignement secondaire, Présidente du Conseil d'administration du Centre national des manuels et fournitures scolaires (CENAMAFS).

Le septième nomme **Madame Mariam COMPAORE/OUEDRAOGO**, Mle 14 430 V, Administrateur **des services** financiers, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère de l'Economie, des finances et du développement au Conseil d'administration de l'Ecole nationale des enseignants du primaire (ENEP) de Gaoua, pour un premier mandat de trois (03) ans.

Le huitième nomme les personnes ci-après Administrateurs représentant l'Etat au Conseil d'administration de l'Ecole nationale des enseignants du primaire (ENEP) de Loumbila, pour un premier mandat de trois (03) ans.

Au titre du ministère de l'Education nationale et de l'alphabétisation :

- **Madame Kadiatou YAMEOGO/DRABO**, Mle 36 500 X, Inspecteur de l'enseignement secondaire.

Au titre du ministère de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale :

- **Madame Fatemata OUEDRAOGO**, Mle 237 985 N, Conseiller en gestion des ressources humaines.

B. MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES

Le Conseil a adopté deux (02) rapports.

Le premier porte nomination d'Administrateurs au Centre agricole polyvalent de Matourkou pour un

premier mandat de trois (03) ans :
Au titre du ministère de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques :

- **Madame Ramata SAKANDE/DRABO**, Mle 59 689 S, Conseiller en gestion des ressources humaines ;

Au titre du ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du changement climatique :

- **Monsieur Kimsé OUEDRAOGO**, Mle 24 615 E, Inspecteur des eaux et forêts.

Au titre du ministère de l'Economie, des finances et du développement :

- **Madame Salamata COMPAORE**, Mle 212 271 N, Conseiller en aménagement du territoire et du développement local.

Au titre du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation :

- **Monsieur Bernard BACYE**, Mle 44 098 J, Enseignant-chercheur.

Le même décret renouvelle le mandat d'Administrateur des personnes ci-après au Centre agricole polyvalent de Matourkou pour un dernier mandat de trois (03) ans :

Au titre du ministère de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques :

- **Madame Binta SORE**, Mle 16 609 B, Conseiller des Affaires économiques.

Au titre du ministère des Ressources animales et halieutiques :

- **Monsieur Sibirionma Lucien NANEMA**, Mle 206 995 U, Ingénieur d'élevage.

Au titre du ministère de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale :

- **Monsieur Emmanuel NIGNAN**, Mle 36 612 F, Professeur, en remplacement de Monsieur BoukaryDOULKOM ;

Au titre du personnel du Centre agricole polyvalent de Matourkou :

- **Monsieur Célestin RAYAISSE**, Mle 91 454 Z, Technicien supérieur d'agriculture.

Au titre des représentants des élèves et étudiants :



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

- Monsieur Drissa TOE, Mle 207 424 B, Elève ingénieur d'agriculture.

Le second décret nomme Madame Ramata SAKANDE/DRABO, Mle 59 689 S, Conseiller en gestion des ressources humaines, Présidente du Conseil d'administration du Centre agricole polyvalent de Matourkou pour un premier mandat de trois (03) ans, en remplacement de Monsieur Tamoussi BONZI.

C. MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES CARRIERES

Le Conseil a adopté un décret nom-

mant Monsieur Moïse GNOUMOU, Adjudant-Chef-Major de gendarmerie, Membre de la Brigade nationale anti-fraude de l'or, au titre du ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité intérieure pour un premier mandat de trois (03) ans.

D. MINISTERE DE LA FEMME, DE LA SOLIDARITE NATIONALE ET DE LA FAMILLE

Le Conseil a adopté un décret portant nomination de Madame Kotimou TAPSOBA, Mle 33 327 N, Inspecteur des impôts, Administrateur représentant l'Etat, au

Conseil d'administration de l'Institut national de la formation en travail social, au titre du ministère de l'Economie, des finances et du développement, pour un premier mandat de trois (03) ans.

Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement,

Rémis Fulgance DANDJINOU



Jobs Campus

CampusJOB Avis de recrutement

Poste : Bénévolats Communication	Coordinateur communication	Pays : Europe, France
Description	Chargé de référencement	Contrat Bénévolat
Envol Vert est une ONG française qui a pour objectif la protection de la forêt et de la biodiversité. Elle opère en France, en Colombie, au Pérou et au Nicaragua pour appuyer les acteurs locaux dans la gestion de projet, participer à leur formation et rechercher des financements. Plus d'informations sur: http://envol-vert.org	Responsable relations presses	Durée du contrat
	Community manager	Missions de quelques heures par semaine.
Nous recherchons des bénévoles pour nous aider sur des missions de communication :	Ville : Mission réalisable à distance	Email de la personne contact drh@envol-vert.org
	Expériences / Formation du candidat	Date de fin de validité 30/06/2026
	Communication	
	Fonctions : Communication	
	Activités : Informatique, Communication	

CampusJOB Avis de recrutement

Poste : Un Agent Social et Hôtelier (H/F)	ainsi que de la gestion de la caisse et du suivi budgétaire.	(CVS, réunions « palières »... et d'atelier d'embellissement.
Description	En l'absence de l'agent de maintenance, vous reprenez la réalisation complète des tâches liées à la gestion hôtelière, la petite maintenance et la gestion des poubelles.	<input type="checkbox"/> De tenir à jour les documents relatifs à votre activité.
Au sein du centre d'accueil pour demandeurs d'asile de Vaulx en Velin (140 places), vous êtes placé sous la responsabilité du chef de service et travaillez en lien avec l'équipe de 8 salariés, les bénévoles et les partenaires locaux.	Il vous appartient :	Ville : Vaulx-en-Velin
Vous êtes en charge de la gestion de l'hôtellerie et vous vous attachez tout particulièrement à la qualité de l'accueil et de l'hébergement de demandeurs d'asile hébergés dans le centre.	<input type="checkbox"/> D'organiser les entrées et sorties du dispositif en veillant à l'adéquation de l'équipement des chambres lors des mouvements, d'accompagner les ménages à leur arrivée et leur départ	Expériences / Formation du candidat
Vous dynamisez la vie sociale dans le centre par une présence régulière, des liens constants avec les hébergés et la régulation de la vie commune ; Vous développez les partenariats utiles à cette effet.	<input type="checkbox"/> De veiller au respect du règlement intérieur et des procédures relatives aux conditions de vie en centre, dans le cadre d'interventions régulières dans les lieux de vie des hébergés, de proposer les actions préventives ou correctives nécessaires	<input type="checkbox"/> Niveau baccalauréat
Vous êtes en charge du suivi des questions financières et sociales des hébergés (AMS, PPEC, SNCF...),	<input type="checkbox"/> D'organiser des projets et animer des ateliers collectifs sur les aspects de vie collective, de régulation	<input type="checkbox"/> Expérience dans un centre d'hébergement
		<input type="checkbox"/> Habilitation électrique souhaitée
		<input type="checkbox"/> Autonome et bricoleur
		<input type="checkbox"/> Qualité relationnelles
		<input type="checkbox"/> Adaptation aux changements, réactivité
		<input type="checkbox"/> Connaissances informatiques
		<input type="checkbox"/> Permis de conduire exigé
		Fonctions : Autre

La suite à la page 8.



Jobs Campus

La suite de la page 7.

Activités :Social

Pays :Europe, France

Contrat CDI

Durée du contrat

CDI

Salaire / Indemnité

Sur la base de la convention collective FEHAP51, 1725.97 €

brut mensuel .Avantages : Mutuelle, RTT, CE (Tickets restaurants, offres culturelles, etc.)

Documents à envoyer

Merci de nous retourner CV+ lettre de motivation.

Afin de garantir le traitement de votre candidature, veuillez préciser la référence ASH-092LA dans

l'objet de votre e-mail.

Email de la personne contact
rejoigneznous@forumrefugies.org

Date de fin de validité
09/09/2016

**Poste : Intervenant social
Accompagnement social (H/F)
Vendôme**

Description

**Intervenant social (H/F)
Accompagnement social (H/F)
Vendôme**

Réf : IS41

Lieu de travail : CADA de Vendôme (41100)

France terre d'asile, association de type 1901 fondée en décembre 1970, a principalement pour but le maintien et le développement d'une des plus anciennes traditions françaises, celle de l'asile, et de garantir en France l'application de toutes les conventions internationales pertinentes.

Missions: Au sein du Centre d'accueil pour demandeurs d'asile, vous êtes en charge :

De manière générale du suivi administratif et de l'accompagnement social global des demandeurs d'asile (visites à domicile, accompagnement à la santé et scolarité, projet personnalisé...).

accompagnement des réfugiés dans leurs démarches de recherche de travail et de logement. Vous aurez en charge la conduite de leur parcours diagnostic et élaboration du parcours d'autonomisation (sociale, professionnelle et par l'habitat), aide aux démarches administratives. Permanences accueil et animation ateliers.

Compétences : Rigueur, autonomie, très bonnes qualités relationnelles et rédactionnelles. Capacité à anticiper et apprécier la charge de travail pour la planifier, coordonner et synthétiser les informations provenant de sources variées, s'adapter à des tâches diverses, déceler les urgences et les priorités. Intérêt pour la thématique des réfugiés.

Formation & Diplômes : Bac +3 travail social. Permis B exigé.

Expérience : Expérience dans le travail social et/ou insertion des publics en difficultés.

Nature du contrat : CDD de remplacement du 24 octobre 2016 au 11 février 2017.

Salaire : 1799,35 € brut mensuel pour 151,67h/ mois sur 12 mois selon

convention France Terre d'Asile et expérience.

Avantages sociaux : tickets restaurant + 6ème semaine de congés annuels + 20 jours RTT + mutuelle de groupe après 6 mois d'ancienneté.

Merci d'envoyer CV et lettre de motivation à l'attention de Mme Songül TOPRAK directrice d'établissement par courriel à stoprak@france-terre-asile.org

Pour plus d'information, visitez le site de l'association : www.france-terre-asile.org

Fonctions : Autre

Activités : Social

Pays : Europe, France

Contrat CDD

Date de fin de validité 31/10/2016



Annonces

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

Avis de recrutement

Poste : ANIMATION DE LA VIE ASSOCIATIVE

Description

Créée en 2006, l'association française DSF (devenue GINKGO-volunteers in action) a pour objectif de favoriser les initiatives de solidarité internationale, elle est spécialisée dans le renforcement des capacités des organisations venant en aide aux populations défavorisées. DSF (devenue GINKGO-volunteers in action) développe ses projets dans plus de 15 pays auprès de 90 partenaires locaux (associations, établissements scolaires, entreprises sociales...). DSF (devenue GINKGO-volunteers in action) promeut ainsi les échanges de pratiques et permet un enrichissement mutuel.

L'objectif de cette mission est de dynamiser la vie associative de DSF (devenue GINKGO-volunteers in action) et de contribuer à fidéliser le réseau existant et à le développer.

Le/la volontaire travaillera avec les pôles Volontariat et Communication. Il/elle participera à l'élaboration de la stratégie d'animation de la vie associative en relation avec l'équipe interne.

Le/la volontaire contribuera, dans la mesure de ses disponibilités, à la politique d'animation de DSF (devenue GINKGO-volunteers in action).

Ses tâches quotidiennes seront réparties comme suit:

1/ Animation concernant les missions:

– Participer à l'animation du réseau de volontaires en préparation de mission et à leur retour: appui logistique et conseils administratifs basés sur les outils développés par l'association

– Soutenir l'organisation des journées de formation au départ: appui logistique et partage d'expérience

– Encourager l'engagement sur le long terme des volontaires, participer à l'animation des anciens volontaires devenus ambassadeurs de bonne volonté

– Participer à la réflexion et l'élaboration d'outils de capitalisation

2/ Animation hors mission

En collaboration avec le chargé de communication, le volontaire sera encouragé à :

– Proposer, organiser, communiquer et évaluer les événements conviviaux de promotion de DSF (devenue GINKGO-volunteers in action)

– Communiquer sur les missions des volontaires et bénévoles de DSF (devenue GINKGO-volunteers in action)

– Promouvoir le bénévolat international à travers notamment la participation à des événements (salons, forums, conférences,..)

– Etre force de proposition pour le

développement de partenariats avec les universités et écoles.

Ville **PARIS** **19EME**
ARRONDISSEMENT (75 - Paris
- Île-de-France)

Fonctions : Communication, Coordination, Gestion de projet

Activités : Animation, Formation, Education, Informatique, Communication

Pays : Europe, France

Contrat : Volontariat / service civique

Durée du contrat

À partir du 3 octobre 2016 (8 mois, 35 h/semaine)

Documents à envoyer

CV et Lettre de motivation

Nom de la personne contact

Alix Pierard

01 40 05 50 51

Email de la personne contact : alix.pierard@ginkgo-volunteers.org

Postuler en ligne : <http://www.service-civique.gouv.fr/missions/animation-de-la-vie-associative-1/candidature>

Date de fin de validité 03/10/2016

EMPLOI

Trouvez chaque jour vos avis de recrutement nationaux et internationaux sur:

www.jobs-campus.com





Jobs Campus



Avis de recrutement

Poste : **Etudiants et Développement**

jeunes du réseau, au niveau régional mais également au niveau national.

Mission d'animateur.trice du réseau Rhône-Alpes (poste basé à Grenoble)

La mission proposée s'inscrit dans une dynamique initiée par les précédents volontaires, avec comme objectif de participer à une meilleure connaissance du réseau afin d'en renforcer son identité et son ancrage dans des dynamiques régionales et départementales.

Description

Etudiants & Développement (E&D)

Etudiants et Développement accompagne et valorise les initiatives de jeunes dans la solidarité internationale et l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Cet accompagnement et ce suivi se manifestent notamment par l'organisation de temps de rencontres et d'échange de pratiques entre les associations, autant de cadres de réflexion pour tous les jeunes du réseau. Ces événements sont pensés en complémentarité avec les autres structures d'accompagnement de projets jeunes.

Le travail avec l'ensemble des structures locales est primordial et permet d'assurer un rôle de représentation du réseau sur la région.

Ville : Grenoble

Qualité du candidat :

Être motivé(e), curieux(se) et dynamique

Porter un intérêt à la vie associative, l'éducation populaire et la solidarité internationale

Etre à l'aise avec un public de jeunes adultes (20-35 ans)

Avoir du temps : 28 heures/ semaines

Avoir entre 18 et 25 ans au moment de la signature du contrat

Fonctions : Animation, Formation

Activités : Animation, Formation, Education

Pays : Europe, France

Contrat Volontariat / service civique

Durée du contrat

8 mois

Salaire / Indemnité

Une indemnité mensuelle de 573€/mois est versée au volontaire et 100% de la carte de transport « Navigo » ou équivalent est pris en charge. Le volontaire a le droit d'exercer d'autres activités rémunérées pendant son volontariat.

Documents à envoyer

Envoyez un CV à l'adresse ci-dessous et remplissez le formulaire de candidature, au plus tard le 12 septembre 2016 à minuit.

Entretiens de motivation : de fin août à mi-septembre 2016.

Début de la mission : entre le 28 septembre et le 4 octobre 2016.

Nom de la personne contact

Lucile COSSE, Chargée de l'animation régionale et de la vie associative

Email de la personne contact
lcosse@etudiantsetdeveloppement.org

Postuler en ligne : https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSdOp5jG-yNYL1NYBM1YUHQSTxasu6eR1uZZ9NP1w_bf7trXA/viewform?usp=send_form

Date de fin de validité
12/09/2016



Avis de recrutement

Poste : **Administrateur de programme**

Durée déterminée - 12 mois

Description

Chargé de programme - Mali

Le paquet total de salaire pour ce poste est 32.808 £ - 35.544 £ GBP y compris le salaire de base, prime de sujétion et le coût de l'allocation de

subsistance.

A propos de MAG:

MAG sauve des vies et construit à terme en travaillant avec d'autres pour récupérer des terres contaminées

La suite à la page 12.

La suite de la page 11.

par les débris de conflit, pour réduire le risque quotidien de décès ou de blessure pour les civils, et de créer des conditions sûres et sécurisées pour le développement. MAG a partagé le prix Nobel de la paix 1997 en tant que membre fondateur de la Campagne internationale pour interdire les mines pour notre travail visant à interdire les mines terrestres. Notre vision est un avenir sûr et sécurisé pour les hommes, les femmes et les enfants touchés par la violence armée et les conflits.

A propos du Programme Mali:

MAG travaille au Mali depuis 2013 fournir une éducation de risque pour les communautés locales, les réfugiés et les personnes déplacées pour se maintenir à l'abri des dangers des mines terrestres et des munitions non explosées. Nous effectuons également l'enquête non technique, la collecte des informations sur les niveaux et les types de contamination afin de permettre une meilleure hiérarchisation de la clairance. Depuis 2014, MAG a également été entrepris la gestion des armes et des activités de destruction, en étroite collaboration avec les autorités maliennes pour réduire le risque et l'impact des explosions imprévues et de réduire le risque d'armes détournées vers le marché illicite.

A propos du rôle:

Basé à Bamako et faire rapport au Directeur de pays, le responsable du programme aura des responsabilités pour l'élaboration de propositions, rédaction de rapports, la gestion des subventions et d'aider le directeur de pays pour répondre aux exigences contractuelles. Vous travaillerez en étroite collaboration avec les deux collègues du Siège à Manchester et le personnel opérationnel de MAG au Mali, la coordination des informations et des données programme pour rédiger avec précision des propositions, des rapports et d'aider le directeur de pays pour surveiller la conformité contractuelle. Vous serez également en charge le directeur de pays pour créer et entretenir des relations avec les principales parties prenantes au Mali y compris les donateurs, les partenaires et les autres parties, au besoin.

Au propos de vous:

Le candidat retenu devra expérience dans l'aide ou de développement international, idéalement à l'étranger dans un environnement de conflit / poste et être en mesure de démontrer sa capacité à travailler de façon autonome avec un minimum de supervision. Le candidat retenu devra également avoir écrit et parlé couramment compétences

linguistiques en français et en anglais. La capacité à travailler en équipe dynamique du personnel national et international et de produire des documents écrits de la plus haute qualité est essentielle. Le candidat doit également avoir la rédaction de rapports d'expérience et des propositions pour une gamme de donateurs institutionnels et ont une excellente écriture, le calcul et les compétences informatiques.

Pour de plus amples informations sur le rôle, le formulaire de demande et les détails de la façon d'appliquer, s'il vous plaît visiter le site web de MAG à www.maginternational.org/vacancies-at-MAG par la date de clôture du 18 Septembre ici 2016.

Langues parlées

Français et anglais

Fonctions :Autre

Activités :Autre

Pays :Afrique, Mali

Contrat Inconnu

Durée du contrat

12 mois

Date de fin de validité 18/09/2016

Avis de recrutement

Poste : ACTED

Chargé(e) de soutien et liaison – Calais

Description

Département: Finance/ Logistique/Audit

Position: Chargé(e) de soutien et

liaison – France

Durée du contrat: Jusqu'au 12/10/2016

Lieu : Calais, France

Date de démarrage: ASAP

I. ACTED

Depuis 1993, l'association de solidarité internationale ACTED répond aux besoins humanitaires des populations dans les situations de crise et au respect de leur dignité, tout en favorisant et mettant en œuvre des opportunités pour

La suite à la page 13.

La suite de la page 12.

un développement durable, en investissant dans les potentiels de l'Homme.

ACTED s'engage à répondre aux urgences et à développer la résilience face aux situations de crise, à co-construire une gouvernance effective, et à promouvoir une croissance inclusive et durable.

Nous œuvrons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire. Notre mission est de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès. ACTED développe et met en œuvre des programmes à destination des populations les plus vulnérables qui souffrent de violences, des conflits, de catastrophes naturelles ou d'une situation de pauvreté endémique. L'approche d'ACTED dépasse la réponse d'urgence, avec un engagement dans le développement durable et l'accès des communautés aux moyens de subsistance.

ACTED met en œuvre plus de 450 projets par an auprès de 8 millions de bénéficiaires dans 35 pays, pour un budget de 160 millions d'euros. Nos équipes sont composées de 400 staff internationaux et 4300 staff nationaux.

II. Profil pays

En réponse à la crise, ACTED recrute à Calais.

III. Profil de poste

Le chargé de soutien et liaison s'assure de la réalisation de toutes les activités supports (logistique, finance, administration, audit, reporting) en soutien des activités programmatiques d'ACTED à Calais.

Il travaille sous la responsabilité directe du chef d'équipe ACTED.

En lien avec les différents départements du siège, il est responsable de l'application du cadre administratif français et des procédures définies par le siège et des règles spécifiques de la mission, dans le souci constant de la défense des intérêts de l'association et de la bonne utilisation des ressources.

Il sera notamment en charge des missions suivantes :

Finance

Gestion de la comptabilité : Saisie quotidienne des écritures dans les différents journaux Excel et dans SAGA, allocations des dépenses, rapprochements bancaires mensuels, inventaires de caisse mensuels, vérification et intégration des NLE dans SAGA, suivi de la facturation.

Gestion des paiements : préparation des paiements fournisseurs à faire valider au Chef d'équipe ou au Siège en fonction des seuils définis.

Amélioration et suivi / mise à jour des outils de contrôle et de suivi financier : BFU, MRC, CFU, tables d'allocation, ATROCE, PRATIC, RCG) à soumettre le 15 de chaque mois au Siège

Participation à l'élaboration de budgets dans le cadre de propositions de projet— focus particulier sur les coûts de support à budgéter, assistance du chef d'équipe sur l'ensemble du budget

Préparation des rapports financiers intermédiaires, finaux ou de clôture et s'assurer de leur cohérence avec les rapports narratifs d'exécution des programmes

Administration

Réalisation des rapports RH mensuels (fiches de présence, congé, suivi TITANIC) en s'assurant du respect des délais dans la remontée de l'information auprès du département RH du siège

Gestion des services généraux (locaux, électricité, eau, services de communication, prestataire de nettoyage etc...)

Logistique

Gestion de la chaîne d'approvisionnement (étude de marché, achat, contrôle qualité, stock) et mise à jour d'une base de données fournisseurs

Gestion des transports (suivi des véhicules et de la carburation)

Gestion des équipements techniques (équipements de communication, informatiques, énergie...)

Réalisation des rapports logistiques mensuels (stock, équipements, transports...) en s'assurant du respect des délais dans la remontée de l'information auprès du département logistique du siège

Réalisation des rapports logistiques mensuels (stock, équipements, transports...) en s'assurant du respect des délais dans la remontée de l'information auprès du département logistique du siège

Procédures FLATS

Garant de la bonne application des procédures FLATS ;

Gestion de l'archivage et revue projet par projet de la documentation FLATS sous la supervision du chef d'équipe ;

Lien avec l'équipe d'audit du siège pour le transfert des documents et la résolution des points de blocage.

La suite à la page 14.

La suite de la page 13

Reporting et communication

Réalisation de comptes rendus lors de rendez-vous externe et interne ;

Réalisation de rapports réguliers sur les activités du programme de Calais ;

Participation à l'élaboration de propositions narratives de projet ;

Préparation des rapports narratifs intermédiaires et finaux ;

Appui à l'équipe programme pour la réalisation d'affiches et la mise à jour régulière de liste de contacts.

Autres

Réalisation de rapports d'incident en s'assurant du respect des délais dans la remontée de l'information auprès du département Sécurité du siège

Ville : Calais

Expériences / Formation du candidat

Diplôme ESC ou Université

Connaissance du secteur humanitaire / fonctionnement ONG est un plus

Excellentes compétences financières et analytiques

Excellentes compétences

rédaçonnelles et de communication pour toute la partie reporting, rédaction de rapports financiers

Capacité à travailler dans un milieu interculturel et à faire preuve de flexibilité

Réactif, motivé, bon communicant, bonne personnalité et capacités de travail, adaptation et capacité à travailler sous pression

Maîtrise totale du Pack Office

Langues parlées

Français, Anglais

Fonctions : Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités : Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays : Europe, France

Contrat CDD

Durée du contrat

Jusqu'au 12/10/2016

Salaire / Indemnité

Salaire défini par la grille des salaires ACTED en fonction du niveau d'étude, de l'expertise, du niveau de sécurité et de la performance

Living allowance mensuelle

Logement et nourriture pris en charge par ACTED : Logement en guest house

Billets d'avion pris en charge par ACTED

Sécurité sociale, Mutuelle et rapatriement pris en charge par ACTED

Documents à envoyer

Merci de nous faire parvenir votre candidature en français : CV, lettre de motivation et trois références à l'adresse suivante : jobs@acted.org

REF : CSL/CAL/SA

Email de la personne contact jobs@acted.org

Date de fin de validité 01/10/2016



Avis de recrutement

Poste : INT2790 SWIFT Learning Consortium et agent de soutien des communications

Description

Travailler chez Oxfam est tellement plus qu'un simple emploi. En tant qu'employé Oxfam, vous rejoindrez une équipe de professionnels qui travaillent dans plus de 90 pays.

Nos projets humanitaires, de développement et de campagne changent des vies autour des .Thousands mondiaux de personnes engagent déjà leur temps et leur talent pour y arriver. Maintenant, nous sommes à la recherche pour le vôtre.

A propos d'Oxfam

Oxfam fait partie d'un mouvement mondial pour le changement, de travailler ensemble pour mettre fin à la pauvreté et l'injustice. Nous travaillons directement avec les communautés et nous cherchons à influencer les plus puissants pour assurer que les pauvres peuvent améliorer leur vie et les moyens de subsistance et ont un mot à dire dans

La suite à la page 15.



Jobs Campus

La suite de la page 14.

les décisions qui les concernent. Nos projets humanitaires, de développement et de campagne changent des vies dans le monde entier.

A propos du rôle

Nous sommes à la recherche d'un apprentissage et agent de soutien des communications à travailler sur un consortium Oxfam dirigé la mise en œuvre des activités durables eau, d'assainissement et d'hygiène dans des contextes fragiles. Un spécialiste des communications expérimenté avec une excellente écriture et les compétences interpersonnelles, vous dirigera la communication de l'apprentissage à l'intérieur et au-delà du consortium, et de fournir une stratégie de communication qui répond aux besoins de tous les intervenants.

Basée à Oxford, au sein de l'équipe humanitaire mondiale d'Oxfam, vous travaillerez avec des membres et des partenaires dans des endroits dispersés géographiquement de partager l'information, l'apprentissage de la capture, et fournir un soutien et des conseils sur les communications et les médias de travail selon les besoins. Vous allez travailler avec d'autres pour créer une gamme de produits à fort impact de haute qualité pour engager des publics externes, y compris des études de cas, l'apprentissage des mémoires, des bulletins d'information et plus encore. Vous pourrez également travailler avec les membres du consortium d'organiser des événements pour diffuser l'apprentissage du programme plus

largement.

Au propos de vous

Vous aurez d'excellentes aptitudes à la communication, à la fois verbales et écrites; un sens aigu du détail; un fort accent sur la consultation et la collaboration; une capacité à maintenir des relations de travail efficaces avec une gamme de différentes parties prenantes; une bonne coordination et d'organisation; et une capacité à penser de façon créative et de transmettre des informations complexes d'une manière attrayante.

Job Lieu : Oxfam House, Oxford

Durée du contrat : Ceci est un temps partiel 8 mois fixe la position à long terme avec possibilité d'extension.

Salaire: 30.375 £ - 38.608 £ brut par an

Avantages: Oxfam propose du personnel un ensemble complet d'avantages sociaux, y compris les droits de congés annuels, la fourniture de prestations de maladie, la couverture médicale ainsi que des possibilités d'apprentissage et de développement.

La politique d'Oxfam à embaucher au minimum jusqu'au milieu de la bande, selon les compétences et les expériences du candidat le plus fort.

En raison de l'urgence de ce rôle, nous examinerons les CV et les entretiens candidats à l'avance de la date de clôture. Pour cette raison, les candidats intéressés sont invités à présenter leur demande le plus tôt

possible.

Ceci est une nouvelle publicité et donc les candidats qui ont déjà appliqué pour le rôle n'a pas besoin de soumettre à nouveau leur application.

S'il vous plaît appliquer à l'aide du lien fourni:

<https://jobs.oxfam.org.uk/vacancy/swift-consortium-learning-and-communications-support-officer-int2790/4694/description/>

Ville :Oxford

Langues parlées

La maîtrise de l'anglais écrit et oral.

Fonctions :Communication

Activités :Informatique, Communication

Pays :Europe, Royaume-Uni

Contrat Inconnu

Durée du contrat

À durée déterminée 9 mois avec risque de prolongation

Salaire / Indemnité

30.375 £ - 38.608 £ par an brut

Email de la personne contact
GHTHR@ght.oxfam.org

Postuler en ligne <https://jobs.oxfam.org.uk/vacancy/swift-consortium-learning-and-communications-support-officer-int2790/4694/description/>

Date de fin de validité 01/01/1970



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

Ministère de l'Enseignement Supérieur,
de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI)

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO)

Unité Universitaire à Bobo-Dioulasso (UUB)

Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya (ESPK)



OFFRES DE FORMATIONS



1. Filières techniques professionnelles :

- ▶ Génie Civil, Option Bâtiments et Travaux Publics (BTP)
- ▶ Génie Electrique et Informatique Industrielle, Options Réseaux Electriques et Energies Renouvelables (REER), Réseaux Informatiques et Télécommunications (RIT) ;
- ▶ Génie Hydraulique Rural, Option Systèmes Irrigués (SI)

Niveau d'entrée :

- Bac C-D-E-F2-F3-F4 et Bac Pro (1ère année)
- DUT – BTS ou équivalent (année de Licence) ;

2. Filières commerciales :

- Finance/Comptabilité ;
- Marketing et Gestion Commerciale

Niveau d'entrée : Bac A - C-D-E-G1-G2 + Bac Pro

Diplômes délivrés : DUT et Licence Professionnelle

Ces filières sont également ouvertes aux professionnels. En cas de besoin, prendre attache avec la direction des études :

71 69 30 15 / 78 85 44 03/71282980/78968170

Inscriptions pour toutes les classes de la 1ère à la 3ème année de licence : à partir du 1er juillet 2016 de 8 h à 12 h et de 15 h à 17 h. Secrétariat ouvert du lundi au vendredi

Date limite de dépôt des dossiers : 30 septembre 2016

Si option Internat : 72 chambres individuelles et de 48 chambres doubles.

Programme de la rentrée :

- Jeudi 29 septembre 2016 : rentrée des internes
- Vendredi 30 septembre – samedi 1er octobre 2016 : session de rentrée pour tous
- Lundi 03 Octobre 2016 : Début des cours

Contacts pour tout renseignement :

24 45 22 22/24 45 23 23/70 42 81 29/78 44 27 29/61 84 69
09/78 85 44 03

e-mails : gregbalma81@gmail.com ; majojya@gmail.com ; loyaraviniyves@gmail.com

Site web ESPK: www.espkaya.com

Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
2. Banque et Microfinance, option :
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
3. Génie Informatique, option :
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
4. Gestion des ONG et des Associations, option :
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
5. Autres filières disponibles
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20
00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com*

Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01

Tél. : 00226 20954746

Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

03 09 2016 AU 10 09 2016 Groupe 2

AEROPORT	22625314222	NAYYIRA	22625481841
AMARO	22625343328	NEIMA	22625355682
AR RAHMA	22625350986	NEMADIS	22625373041
AUGUSTINE	22625376100	PROGRES	22625430162
BARK WENDE	22625408590	PROVIDENCE	22625318648
CITE AN	22625331966	ROOD WOOKO	22625308890
BOULMIOUGOU	22625431268	SCHIFFEY	22625402742
DAPOYA	22625313201	SIGRI	22625412148
DELWINDE	22625367280	SUD	22625384282
FLAYIRI	22625407344	TALBA	22625362225
FASO	22625381929	TANKO	22625351557
HAMDALAYE	22625343694	UNIVERS	22625419965
HEERA	22625316610	WATI	22625260053
JABNEEL	22625447870	YOBI	22625311630
JOURDAIN	22625360686		
KARPALA	22651292503		
KOULOUBA	22625311918		
MARTIN	22625508459		
METEBA	22625335333		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélvendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poüda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjoman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909

Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01

Tél. : (226) 25 30 70 64/65

Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Test d'entrée en 1ère année à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), session 2016

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO porte à la connaissance des titulaires du Baccalauréat des séries C, D, E, A, G1, Bureautique professionnel, G2 et G3 des sessions de 2015 et 2016, qu'il est ouvert à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), un test de recrutement d'étudiants en première année de licence professionnelle dans les filières suivantes :

- 1- Comptabilité-Contrôle-Audit (CCA) pour 70 places,
- 2- Assurance-Banque-Finance (ABF) pour 40 places,
- 3- Marketing et Gestion (MG) pour 40 places,
- 4- Assistance de Direction Bilingue (ADB) pour 25 places,
- 5- Méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion (MIAGE) pour 20 places.

Le régime de la formation qui dure trois (03) ans, est celui du système Licence-Master-Doctorat (LMD).

Les dossiers de candidature devront être déposés à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), du mercredi 13 juillet au vendredi 29 juillet 2016 et du jeudi 1er septembre au vendredi 09 septembre 2016, de 07h30 à 12h

Le dossier de candidature est composé des pièces suivantes :

- une demande manuscrite non timbrée adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, portant les noms, prénoms, adresse et signature du candidat avec précision de la filière choisie ;
- une photocopie légalisée de l'attestation du baccalauréat des sessions 2015 ou 2016 ;
- une photocopie légalisée de l'acte de naissance ;
- une photocopie du reçu de versement des frais d'inscription au test (15 000F CFA), payable à la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO (à Zogona);

Les informations complémentaires relatives aux différentes filières sont affichées à la Direction des affaires académiques, de l'orientation et de l'information (DAOI), à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), sur le site de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO www.univ-ouaga.bf.

Le test se déroulera le lundi 19 septembre 2016 à partir de 6 heures 30 minutes dans les amphithéâtres Libyens de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO pour les filières ABF et CCA et au sein de l'IBAM pour MG, MIAGE, ADB.

La répartition des candidats sera affichée le jeudi 15 septembre 2016 devant les amphithéâtres Libyens et au sein de l'IBAM.

L'admission au test n'implique pas l'attribution d'une bourse de l'enseignement supérieur.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM).

Pr Rabiou CISSE
Chevalier de l'ordre national
Officier de l'Ordre des Palmes académiques



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

^{/kk}
**MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION**

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 30 70 64/65
Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Recrutement en 1ère année pour la formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, porte à la connaissance des titulaires du baccalauréat 2016 et des professionnels qu'il est ouvert à l'UFR des Sciences de la Santé, un concours direct de recrutement d'étudiant(e)s pour la 1ère année de la section de formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales.

1) Formation et diplôme

La durée de la formation est de trois (3) ans. La formation est sanctionnée par le diplôme de Licence Professionnalisée en Analyses Biomédicales.

2) Conditions et modalités d'accès

Les conditions et modalités d'accès à cette section de formation universitaire et professionnelle sont les suivantes :

a) Titulaire du baccalauréat

- être titulaire du baccalauréat session 2016 série C ou D,
- avoir été déclaré admis au concours.

b) Professionnels

- être technicien(ne) de laboratoire,
- avoir trois (3) années d'ancienneté en cette qualité,
- avoir l'autorisation du Ministère de la Santé,
- avoir été déclaré(e) admis(e) au concours,

c) Admission

- l'admission est prononcée sur la base de l'obtention d'une moyenne égale au moins à 10/20. Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.

Le dossier de candidature comprend :

- une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO,
- une attestation légalisée de réussite au baccalauréat série C ou D
- une copie légalisée d'acte de naissance ou de jugement supplétif tenant lieu.

d) Epreuves

Le concours comporte :

Pour les bacheliers, trois épreuves

- mathématiques : coefficient : 2
- physique-chimie : coefficient : 3

- Sciences naturelles : biologie : coefficient : 2

Pour les professionnels, cinq épreuves d'une (1) heure chacune :

- Biochimie coefficient : 3
- Hématologie coefficient : 2
- Microbiologie : coefficient : 1
- Parasitologie : coefficient : 1
- Immunologie : Coefficient : 1

3) Déroulement des épreuves

Les épreuves se dérouleront le Jeudi 22 Septembre 2016 dans l'enceinte de l'UFR/SDS de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO.

Les candidatures sont recevables au service courrier de l'UFR/SDS du 1er au 15 Septembre 2016, les jours ouvrables de 08h à 11h30.

Le nombre de places mises en compétition est de quinze (15) pour les titulaires du baccalauréat session 2016 et cinq (5) pour les professionnels.

Les candidats doivent s'acquitter des frais de dossiers fixés à quinze mille (15.000) francs CFA auprès de la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO et une copie de cette quittance doit être jointe au dossier de candidature.

4) Informations générales

Les candidat(e)s doivent se munir d'une C.N.I.B. ou d'un passeport en cours de validité et de quoi écrire.

N.B. : 1) L'admission au concours de recrutement ne donne pas droit automatiquement à l'obtention d'une bourse nationale ni au statut de stagiaire.

2) Le régime d'examen terminal unique n'est pas admis dans la section.

3) La présence aux enseignements théoriques et aux travaux pratiques est obligatoire.

Pr Rabiou CISSÉ/

Chevalier de l'Ordre national

Officier de l'Ordre des Palmes académique

Annonces

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



COLLEGE HORIZON INTERNATIONAL

COLLEGE HORIZON INTERNATIONAL



PRESENTATION GENERALE

Le Collège Horizon International est un complexe scolaire d'enseignement général. Au primaire et au secondaire, un accent particulier est mis sur l'enseignement de l'anglais.

Des **salles de classes climatisées**

Un **déjeuner offert à midi** (maternelle et secondaire)

Des **cours supplémentaires pour les candidats** aux (CEP - BEPC - BAC) Après l'obtention du BAC le service d'orientation facilite l'accès aux universités internationales : **Canada, USA, Turquie, Angleterre, France etc.**



INTERNAT GARÇONS ET INTERNAT FILLES

Des chambres climatisées, des lits confortables
Un suivi régulier du travail individuel

ECOLE PRIMAIRE : de 7h30 à 13h30
Deux enseignants dans chaque classe
Un goûter consistant à 10h30

COMPLEXE SCOLAIRE HORIZON INTERNATIONAL

RESULTATS BAC D 2016 : 100%

8 MENTIONS TRES BIEN

SECTION FILLES BAC D : 100%

SECTION GARÇONS BAC D : 100%

INTERNAT BAC 100%

INTERNAT BEPC 100%

BEPC 2016 : 92% RIGUEUR-TRAVAIL-EXCELLENCE



ECOLE MATERNELLE : de 7h00 à 17h00

Une hors section, à partir de 2 ans.

Des salles climatisées (classe, jeux, repos)

Trois (03) repas quotidiens
(goûter consistant à 10h ; déjeuner à 12h ; goûter léger à 16h).

Classe spéciale : CP UNIQUE

Deux monitrices dans chaque classe



Adresse : 01 BP 1193 OUAGADOUGOU 01 –
OUAGA 2000 (Derrière L'ambassade des Etats-Unis)

Contacts : 78 04 12 99 / 79 60 49 94 / 70 38 80 41 /
25 45 72 72 / 25 35 68 68 / 78 04 12 99

Facebook: CollegeHorizon FillesOuaga
CollegeHorizon MaternelleOuaga

Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTINUE

Tél. : 25 40 94 04

N° 2016- /MESRS/SG/UO2/P/IUFIC

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion en Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises (M2)

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion d'étudiants en Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

Le Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises a pour objectif de :

- Favoriser l'acquisition et l'approfondissement des bases fondamentales du droit des affaires et l'acquisition des méthodes de travail et d'un savoir faire technique qui soit de nature à permettre au futur juriste professionnel (avocat ou juriste d'entreprise) d'assurer lui-même l'actualisation et l'évolution de ses connaissances tout au long de sa vie professionnelle.
- Adapter les méthodes pédagogiques à chaque spécialité, centrées sur les méthodes de rédaction et d'argumentation (rédaction de clauses contractuelles, notes de synthèse, consultations juridiques, plaidoiries), la maîtrise des différents types de contentieux, la recherche documentaire.

- Préparer aux métiers de juriste d'entreprise ou de conseil en droit des affaires, avec une ambition : «améliorer la performance juridique de l'entreprise».

Modules de formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir.

Les enseignements sont assurés par des professeurs de rang magistral ou des spécialistes réputés, avec leurs assistants, et provenant aussi bien des universités que des milieux professionnels.

Conditions d'accès à la formation

Le Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprise est un diplôme juridique. L'étudiant doit être titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université Ouaga II, de toute autre université, ou d'un titre jugé équivalent.

Une expérience professionnelle d'au moins deux ans dans une entreprise publique ou privée serait un atout.

Le nombre de places disponibles est de trente (30).

Coût de la formation

- Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250.000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

- Frais de formation : 1.200.000 f CFA payables en deux tranches.
- 1ère tranche : 700.000 f CFA avant le 30 novembre 2016
- 2ème tranche : 500.000 f CFA au plus tard le 28 février 2017

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du 1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature

adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II ;
- Une photocopie légalisée des diplômes obtenus du Baccalauréat à la maîtrise ou au M1 ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.
- Un protocole de recherche précisant clairement le thème indicatif du rapport envisagé.

Les candidats présélectionnés sur dossier subiront un test écrit.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- Test : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscription administrative : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Fin des cours : 31 juillet 2017
- Dépôt des rapports : 30 octobre 2017
- Soutenance des rapports : novembre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

**Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques**

**Pr François de Charles OUEDRAOGO
Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques**



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



Université Senghor

Master 2 «Droit et Politiques de l'environnement »

Master international de l'Université Senghor (Egypte) et de l'Université OUAGA II (Burkina Faso)

Le Président de l'Université OUAGA II et le Recteur de l'Université Senghor d'Alexandrie informent le public du recrutement de la troisième promotion d'étudiants du Master 2 « Droit et Politiques de l'Environnement » organisé à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II, Campus Senghor du Burkina.

Ce master 2, organisé en partenariat et en codiplomation par les deux universités, se veut pratique, opérationnel et vise à former des praticiens de haut niveau pour une meilleure mise en œuvre des politiques et des législations en matière d'environnement dans les pays africains.

Le programme est réservé aux titulaires d'un diplôme de maîtrise ou de master en droit ou science politique délivré par une institution reconnue (Etat, CAMES...).

Les candidats sont sélectionnés sur dossier à compléter sur internet à l'adresse suivante : <http://senghor.refer.org>. Ce dossier comprend : le formulaire de candidature, une lettre de motivation, les photocopies légalisées des diplômes (BAC+ 4 ou équivalent), un CV et le thème indicatif du mémoire.

Les candidats doivent s'inscrire sur la plateforme de candidature ouverte sur le site de l'université Senghor et déposer une copie physique de leur dossier au secrétariat de l'institut universitaire de formations initiale et continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II.

• **Date limite de dépôt des candidatures : 30 septembre 2016**

• **Début de cours : 11 janvier 2017**

Le master est internationalement reconnu. Les cours sont assurés par un corps professoral international et organisés en unités d'enseignement. Le diplôme du Master est délivré par l'Université Senghor et l'Université de Ouaga II.

Coût de la formation : 1.700.000 F CFA

Modalité : le paiement peut s'effectuer en trois versements aux dates limites suivantes :

Date limite de paiement (1ère tranche : 700 000 FCFA) : 30 octobre 2016

Date limite de paiement (2ème : 500 000 F CFA) : 15 décembre 2016

Date limite de paiement (3ème : 500 000 F CFA) : 15 février 2017

Les étudiants admis doivent également s'acquitter des frais d'inscription réglementaires à l'Université Ouaga II, soit : 50 000 F CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 FCFA pour les ressortissants hors zone UEMOA, le 15 octobre 2016 au plus tard.

Pour tout renseignement complémentaire, contactez :

UNIVERSITE OUAGA II

IUFIC : (00226) 25 40 94 04

Renseignement : iufic@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur : sbayala@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur adjoint : ital@univ-ouaga2.bf

UNIVERSITE SENGHOR D'ALEXANDRIE

Rectorat

Tel (203) 48 43 504 ou 48 43 374

Fax : (203) 48 43 479

Courriel : info@usenghor-francophonie.org

Direction de la Décentralisation, des Campus Senghor et des Partenariats

jean-dominique.assie@usenghor-francophonie.org

Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
 DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de 2nd cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

- la quatrième page ;
- Un extrait d'acte de naissance
 - Un certificat de nationalité burkinabè
 - Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
 - Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
 - Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
 - Un curriculum vitae
 - Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
 - Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFES-
SIONNELLE, ET DES BOURSES

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice



Le Ministre

Ouagadougou, le 08 juillet 2016 juillet 2016

N° 2016-000678-MESRSI/SG/CIOSPB/DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 3e cycle en Afrique

Objet : informations relatives aux bourses
nationales de 3e cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 3e Cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond à des critères définis à l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/MESSRS/MEF/MF-PRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement.

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 3e cycle sont attribuées, dans les limites du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'une maîtrise ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants relevant de l'ancien système ou d'un master il de recherche ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants relevant du système LMD ;
- Avoir 28 ans au plus

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et ne correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée à 200F CFA timbre fiscal adressée à Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation.
- Un extrait d'acte de naissance ;
- Un certificat de nationalité burkinabè ;

- Les copies légalisées des diplômes (ou attestations des diplômes) de la maîtrise ou du master II ou son équivalent ;
- Les relevés de notes des deux dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Un thème et un protocole de recherche bien définis de deux (02) Pages minimum à cinq (05) cinq pages maximum ;
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de recommandation pour les postulants ayant effectué leurs études de 1er ou de 2nd cycle en dehors du Burkina Faso ;
- Une lettre de motivation ;

Les candidats titulaires d'un master professionnel, d'un DESS ou d'un diplôme d'ingénieur de conception ne sont pas éligibles à la bourse nationale de 3e cycle.

Il est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la complétion que les candidats remplissant les conditions et disposant de la maîtrise ou du master II de recherche ou son équivalent au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES).

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016

**P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA**



Annonces

8 septembre 2016

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

CÉLÉBRATION DES

ANNÉE

LIRE LE PASSÉ
ÉCRIRE L'AVENIR